L'accueil en France des réfugiés après le 11 septembre 1973

Marie-Christine Volovitch-Tavares

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2717>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2717

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2014

Pagination : 49-56

ISBN : 978-2919-040261

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marie-Christine Volovitch-Tavares, « L'accueil en France des réfugiés après le 11 septembre 1973 », *Hommes & migrations* [En ligne], 1305 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 03 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2717> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.2717

L'ACCUEIL EN FRANCE DES RÉFUGIÉS APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 1973

par MARIE-CHRISTINE VOLOVITCH-TAVARES, *historienne, vice-présidente du Centre d'études et de recherches sur les migrations ibériques (Cermi).*

La réussite notable de l'accueil des réfugiés chiliens en France repose sur un contexte particulier : la solidarité du monde associatif vis-à-vis des opposants à la junte s'est doublée de la bienveillance des autorités françaises. Le système d'accueil performant a concerné tout autant les réfugiés chiliens que les opposants latino-américains qui avaient trouvé refuge dans le Chili d'Allende. Information, hébergement, orientation professionnelle..., tout a été mis en œuvre pour que ces exilés puissent reconstruire leur vie en France.

Des manifestations de solidarité dans un contexte de luttes sociales

L'arrivée en France de réfugiés en provenance du Chili a été un tournant très important dans l'histoire de l'accueil des exilés en France¹. Ce fut l'un des épisodes, trop rares, où des réfugiés politiques furent protégés et pris en charge dès le pays de départ et bénéficièrent en France d'un accueil organisé en coordination avec l'administration et des associations, pour une prise en charge matérielle, linguistique et administrative. Cet accueil fut organisé pour un plus grand nombre de réfugiés, pendant une durée plus longue (six mois) et avec un

éventail de modalités d'interventions (tant sur le plan administratif ou matériel que linguistique) plus large que pour les autres réfugiés arrivés en France durant les années 1960. On pourrait seulement comparer cet accueil à celui fait aux Hongrois après l'échec de la démocratisation du régime communiste en 1956. Ce sont ces nouvelles conditions d'accueil, qui ont été ensuite étendues à tous les autres réfugiés de la fin des années 1970 et durant les années 1980, en particulier aux boat people. Cet accueil a été le résultat d'initiatives et de pressions exercées sur le gouvernement français par des associations, des partis politiques, des syndicats et des personnalités, dans un contexte de mobilisations sociales fortes dans les années

1. Cet article est essentiellement basé sur les archives de la Cimade déposées à la BDIC et dont il a été fait une première présentation lors du colloque : "La Cimade et l'action des réfugiés (1939-1994)" en 2010. Voir Dzovinar Kénonian, Geneviève Dreyfus-Armand, Marie-Claude Blanc-Chaléard, Marianne Amar (dir.), *La Cimade et l'accueil des réfugiés*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, 2013.

qui ont suivi Mai 1968. Ces réfugiés ont été menacés par la violence de la répression organisée par la junte militaire chilienne dès le jour du coup d'État, le 11 septembre 1973. L'urgence de les protéger a d'abord été focalisée sur les milliers de Latino-Américains (évalués à 15 000) qui avaient fui leurs dictatures respectives (au premier chef des Brésiliens) et qui ont été une des premières cibles de la répression au Chili (arrestations, brutalités, parfois assassinats). Mais, très vite, il s'est avéré que cette protection devait s'étendre à des centaines

de Chiliens menacés, dont certains avaient réussi, aux côtés d'autres Latino-Américains, à trouver asile dans des ambassades dès le jour du coup d'État, avant que la junte n'en interdise l'accès. Grâce à l'ambassadeur Michel Reveyrand de Menthon, l'ambassade de France, avec environ 800 personnes, a été l'une des plus accueillantes.

Le contexte historico-politique des années 1960-1970

En Amérique latine, le tournant des années 1960-1970 est caractérisé par la montée de dictatures militaires anticastristes et anti-communistes particulièrement répressives. Ce tournant concerne en particulier les pays du Cône sud. Au début des années 1970, tous les pays du Cône sud subissent des coups d'État militaires qui suivent la voie déjà tracée au Brésil (1964-1985) et au Paraguay (1954-1989). La Bolivie (1971-1982), l'Uruguay (1973-1985), le Chili (1973-1989) et l'Argentine (1976-1983) installent de très dures répressions (camps d'internement, tortures, exécutions sans jugement, "disparitions" d'adultes et jusqu'à enlèvements d'enfants). Ces dictatures sont soutenues par le gouvernement des États-Unis, avec une coordination des répressions exercées par ces dictatures assurée par le "Plan Condor", parallèlement à la poursuite de la guerre du Vietnam (1965-1975) et à la réactivation de la guerre froide jusqu'à la fin des années 1980. Le coup d'État militaire au Chili, le 11 septembre 1973, par une junte dirigée par le général Pinochet, a particulièrement frappé l'opinion internationale. Il a été à la fois le plus brutalement répressif et le plus médiatisé, la junte décidant de "terroriser" les partisans de l'Unité populaire. Rappelons que l'époque de l'Unité populaire au Chili fut une expérience exceptionnelle, entre 1970 et 1973, d'un

gouvernement d'union des gauches chiliennes, initié en 1970 avec l'élection du président socialiste Salvador Allende. L'Unité populaire proposait une évolution socialiste dans la légalité et avait été l'occasion de fortes mobilisations populaires, débordant parfois l'encadrement des partis traditionnels. Ces avancées sociales, qui s'étaient toujours maintenues dans le cadre démocratique, avaient été dès les débuts combattues par la droite chilienne et, en sous main, par des multinationales américaines et des services secrets des États-Unis. Dès le 11 septembre 1973, la junte chilienne a fait le choix d'une répression dont l'extension et le niveau de brutalité ont été au-delà de ce qu'avaient même imaginé certains partisans du coup d'État (Allende s'est suicidé le jour du coup d'État, dans le palais présidentiel bombardé par la junte). Cette brutalité a été si forte qu'elle a bouleversé une partie de la démocratie-chrétienne chilienne, pourtant opposée à l'Unité populaire. En Europe, l'écho du coup d'État au Chili a frappé de nombreux secteurs politiques, non seulement ceux qui appréciaient l'Unité populaire chilienne mais aussi d'autres secteurs libéraux et humanistes.

En France, la fin brutale de l'Unité populaire au Chili fut fortement ressentie dans le double contexte politique et social des luttes des années post-1968 et du rapprochement entre les partis socialiste et communiste dans le cadre de la mise en place d'un Programme commun de gouvernement. La sensibilité de l'opinion française aux événements au Chili a été bien plus forte que pour les autres dictatures latino-américaines et a dépassé les milieux habituels de la gauche, de l'extrême gauche et des associations humanitaires. Cela tient à la convergence de plusieurs facteurs que l'on retrouve dans le cas chilien. D'une part, on est frappé par l'extrême violence de la répression et le nombre de personnes immédiatement touchées par les arrestations, les tortures, les exécutions. D'autre part, les formations politiques de la gauche chilienne formant l'Unité populaire (socialistes, communistes, gauche chrétienne) étaient

plus proches des formations de la gauche française que les groupes politiques persécutés par les dictatures des autres pays latino-américains (tels le Brésil ou l'Argentine). Ainsi, des groupes s'étaient formés pour appuyer le processus réformiste démocratique chilien, comme en 1971-1972 le Groupe inter-Amérique latine au sein du mouvement Justice et Paix, et en 1972 le Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien. Enfin, l'arrêt sanglant du processus démocratique chilien a fait écho, pour certains, au coup d'État de Franco contre l'Espagne républicaine en 1936 et a ravivé de forts sentiments de solidarité.

En France, le début des années 1970 est un tournant dans l'ensemble des débats et des décisions politiques vis-à-vis des immigrés. On assiste à deux mouvements contraires. D'une part, un durcissement de la politique gouvernementale de restriction de l'immigration (1972, circulaires des ministres Marcellin et Fontanet) et la multiplication d'agressions racistes contre des Maghrébins, et, d'autre part, le développement de mouvements de solidarité avec des mobilisations immigrées (grève des foyers Sonacotra, protestations

contre les conditions de résorption des bidonvilles, luttes des immigrés travailleurs). Le droit d'asile n'est, en principe, pas touché par la suspension de l'immigration de travail, en juillet 1974, mais des restrictions dans les pratiques administratives commencent à inquiéter ceux qui tiennent à l'application entière de la convention de Genève de 1951, complétée par celle de New York (1961) et par le protocole de New York (1967), accords dont la France est signataire. C'est dans ce contexte que se créent de nouvelles associations de défense des droits des immigrés, telles que le Gisti² et France-Terre d'asile (FTDA), renforçant les associations existantes que sont le Service social d'aide aux

La sensibilité de l'opinion française aux événements au Chili a été bien plus forte que pour les autres dictatures latino-américaines et a dépassé les milieux habituels de la gauche, de l'extrême gauche et des associations humanitaires.

émigrants (SSAE), la Ligue des droits de l'homme, la Cimade, Amnesty International. En 1974 est fondée l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat).

Sauver les réfugiés en provenance du Chili

Dès les premières heures du coup d'État militaire du 11 septembre 1973, une partie de la répression a été délibérément mise en scène par la junte avec l'objectif d'annihiler les velléités de résistance. Ainsi a-t-elle laissé photographier, filmer et diffuser les images du quadrillage des rues par les militaires, les nombreuses arrestations avec des prisonniers mis à terre ou regroupés dans le stade national et le bombardement du palais présidentiel. Parmi les premières victimes de cette répression, outre de nombreux militants politiques et syndicaux chiliens, on compte de nombreux Latino-Américains réfugiés au Chili pour échapper à la dictature dans leur pays. Les partisans de la junte chilienne les accusaient d'avoir "importé" au Chili le "cancer du communisme et du castrisme". Nombre d'entre eux bénéficiaient au Chili d'une certaine prise en charge

Afin de mettre en œuvre cet accueil, le ministère des Affaires étrangères met en place, dès le mois d'octobre, une coordination entre plusieurs ministères, une représentante du HCR et des associations,

par des organismes humanitaires, qui les évaluaient à environ 15 000 personnes³.

C'est d'abord en faveur de la protection de ces exilés latino-américains que se forment les premières mobilisations, dès le lendemain du coup d'État. Au Chili même, face à la violence de la répression, à l'arbitraire des arres-

tations, aux brutalités, aux meurtres et aux exécutions sans jugement, des structures humanitaires se forment. D'une part, côté protestant, est créé un Comité d'aide aux réfugiés, devenu ensuite la Fundación de ayuda social de las Iglesias cristianas⁴, avec qui la Cimade est en relation à travers

les réseaux protestants internationaux du Comité œcuménique des Églises. D'autre part, un comité réunissant des responsables protestants et catholiques, dont le rôle a été prépondérant, le Comité de cooperación para la paz en Chile, plus communément appelé Comité pro paz. Ce comité est toléré par la junte du fait de la participation de certains hauts responsables du clergé chilien. Il doit pourtant disparaître en 1976, laissant place au Vicaría de la solidaridad del Arzobispado de Santiago. Le Comité pro paz réunit des responsables d'organismes protestants et catholiques, choqués par la violence de la répression, même quand ils n'avaient pas appuyé l'Unité populaire et même si, dans le cas de l'Église catholique, plusieurs responsables avaient salué au départ le coup d'État. Après plusieurs jours de pressions internationales difficiles, le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) obtient que la junte chilienne laisse partir les réfugiés étrangers. Les pressions exercées sur la junte chilienne s'étaient appuyées sur le fait que le Chili avait signé les accords internationaux sur les réfugiés (convention de Genève de 1951 et protocole de New York) et que la junte prétendait avoir mis fin au "totalitarisme". L'accord donné par les militaires restait très restrictif puisque les départs étaient soumis à des autorisations au cas par cas, qu'il fallait un engagement du pays d'accueil pour chaque réfugié et, enfin, le processus devait être achevé le 31 décembre 1973, date que les organisations humanitaires purent faire repousser plusieurs fois. Ces démarches ont rapidement concerné des Chiliens, lorsqu'il devint évident que la terrible répression frappait de très nombreux Chiliens et qu'elle allait durer⁵.

En France, la Cimade et France-Terre d'asile ont été au cœur des pressions exercées très vite sur le gouvernement français pour l'accueil en France des réfugiés venus du Chili, aux côtés d'associations de défense des droits de l'homme (Ligue des droits de l'homme, Amnesty International, Associations de juristes, etc.), d'associations humanitaires (SSAE, Secours catholique, Secours popu-

3. 13 septembre 1973 (BDIC F delta 2149/1198). 4. État de la situation au Chili, courrier du Service information, fin 1973 (BDIC, F delta 2149/1198). Le comité a été actif jusqu'en mars 1975. 5. Courrier du 9 novembre 1973 aux églises protestantes du COE (BDIC, F delta 2149/1198).

laire) et de tout un éventail de mouvements allant de la gauche à l'extrême gauche (partis, syndicats, associations et collectifs). Dès le 2 octobre 1973, 19 associations décident de *“coordonner leurs efforts pour obtenir le refuge en France pour les réfugiés en provenance du Chili et préparer leur accueil”*⁶. Le ministre des Affaires étrangères, interpellé par ce collectif et sollicité de façon plus directe par diverses personnalités, transmet l'accord du gouvernement pour accueillir des *“réfugiés en provenance du Chili”*, sans limitation a priori du nombre de réfugiés accueillis ni de date butoir pour l'accueil.

Afin de mettre en œuvre cet accueil, le ministère des Affaires étrangères met en place, dès le mois d'octobre, une coordination entre plusieurs ministères, une représentante du HCR et des associations⁷. La coordination était appelée à avoir des réunions mensuelles et fonctionna effectivement plusieurs années.

Dès le 11 septembre, des Chiliens en séjour temporaire en France, pour des raisons professionnelles (universitaires, techniciens, artistes, etc.), demandent à rester en France⁸. Quant à l'accueil des réfugiés en provenance du Chili, il s'est d'abord concentré sur des groupes qui venaient directement du Chili (des ambassades ou des refuges du HCR).

Par contre, l'accueil est plus difficilement et inégalement appliqué aux exilés qui sont sortis par leurs propres moyens du Chili et qui ont cherché un refuge temporaire dans des pays voisins, essentiellement en Argentine (asile fragilisé par la situation de plus en plus répressive du pays), et secondairement au Pérou (où on ne leur accordait que le droit à un séjour temporaire et où plusieurs furent victimes de violences).

L'implication des associations françaises

Le gouvernement de Georges Pompidou, pourtant rapide à reconnaître la Junte chilienne, accepte d'organiser un large accueil de réfugiés venant du Chili, sous l'impulsion d'associations et de personnalités et au vu de la brutalité de la répression. Ainsi, en février 1974, la France a accepté de recevoir 1 000 réfugiés (sur les 4 000 répertoriés à cette date). L'accueil s'effectue dès l'aéroport, avec leur accompagnement vers les centres provisoires d'hébergement, dont la Cimade et FTDA sont les principaux responsables.

C'est d'abord un accueil psychologique, lors d'un petit entretien pour des dizaines de personnes, adultes et enfants, traumatisées par les conséquences du coup d'État. C'est ensuite un soutien financier : la Cimade décide de son propre chef d'attribuer 100 francs d'*“argent de poche”* à chaque adulte dès l'arrivée. Elle sollicite et obtient l'aide financière de quelques associations (Secours populaire, Secours catholique) pour assurer ce versement. Le premier avion amenant des réfugiés arrive en France le 4 novembre 1973 avec 98 personnes (des hommes et des femmes isolés, des couples, des familles), de nationalités diverses (31 Franco-Chiliens, 17 réfugiés latino-américains, dont plusieurs Brésiliens, et 50 Chiliens)⁹. Les arrivées se succèdent ensuite à un rythme rapide, depuis la fin 1973 et en 1974. Dès novembre 1973, on compte 150 réfugiés et, fin décembre, 500, après l'arrivée de 8 vols¹⁰. Fin 1973, ils étaient environ 800 et 1 300 en octobre 1974¹¹.

6. Courrier collectif de FTDA du 25 octobre 1973. Ces 19 associations sont par ordre alphabétique : Amnesty International, les Associations nationale et internationale des juristes démocrates, le Comité d'orientation et de suivi (COS), le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), l'Association des anciens combattants de la Résistance (ANACR), le Comité France-Amérique latine, la Cimade, le Comité juif d'action sociale et de reconstruction (COJASOR), la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), la Ligue des droits de l'homme (LDH), le Comité chrétien pour la paix, le Mouvement pour le désarmement, la paix, la liberté (MDPL), le Mouvement international des juristes catholiques, le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP), le Secours catholique, le Secours populaire, le SSAE. 7. 6 novembre 1973. Les ministères concernés, hors celui des Affaires étrangères, sont celui du Travail, de l'Emploi et de la Population, celui de la Santé et des Affaires sociales et le ministère de l'Intérieur. Les associations concernées sont surtout la Cimade, FTDA, le SSAE, le Secours catholique, l'Entraide universitaire, Amnesty International, le Comité France-Amérique latine, le Comité de soutien au peuple chilien, l'Association des juristes démocrates, le Secours populaire et le Secours catholique (BDIC, F delta 2149/1198).

8. La Cimade en a accueilli 50 (BDIC, F delta 2149/1198). 9. 9/11/1973 (BDIC, F delta 2149/1198). 10. 23/11/ 1973 (*ibid.*).

11. BDIC, F delta 2149/1152.

Le rythme et l'importance des arrivées se prolongent. 180 nouveaux réfugiés parviennent en France lors des deux premiers mois de 1974. Cinq groupes sont arrivés par avion durant le seul mois de janvier 1974. Au 31 janvier 1975, aux 1 600 arrivées d'exilés "groupés" s'ajoutent 3 500 arrivées "individuelles". Ce qui porte, au début de 1975, le nombre de réfugiés à 5 100¹². Le nombre d'arrivées diminue lentement à partir de 1976 (en février 1976, 500 réfugiés parviennent en France), pour reprendre dans les années 1983-1986, après les mouvements de *protestas* au Chili.

Les arrivées se poursuivent plus faiblement dans les années suivantes, sans se tarir tant que dure la dictature et que des limites sont posées au retour des exilés (1989-1990). Si l'on prend en compte les seuls exilés chiliens, ils sont 1 218 à la fin de l'année 1974, sans compter les enfants, et 2 700 à la fin 1976, 4 500 deux ans plus tard et 6 000 en 1980, pour culminer à presque 9 000 en 1986.

Leur nombre diminue lentement du fait des retours au Chili, en dépit des limites mises par la dictature chilienne (établissement de listes de personnes dont l'entrée au Chili est refusée). À la veille de l'interruption par l'Ofpra du statut de réfugié en 1994 (à la suite du retour de la démocratie au

Chili), on dénombrait 7 700 Chiliens en France¹³. Il s'agit d'un nombre bien plus important que ce qui avait été évalué au départ et les arrivées se prolongent bien au-delà des délais imaginés. Il a donc fallu à la Cimade beaucoup d'énergie pour maintenir, conjointement avec France-Terre d'asile, une pression sur les pouvoirs publics pour que soient pérennisées, et parfois amplifiées, les mesures d'accueil pour les réfugiés et aussi, parallèlement, pour que des associations en leur faveur maintiennent leur soutien.

La Cimade partage
avec France-Terre d'asile
la responsabilité
de l'organisation matérielle
et de la répartition financière
de l'hébergement dans
les centres provisoires
d'hébergement.

Droit au séjour et statut de réfugié Ofpra

Côté droit au séjour, les exilés qui viennent en groupe, à partir des ambassades et des refuges des Nations unies, partent avec un sauf-conduit de l'ambassade de France et reçoivent ensuite de la préfecture (du département où ils sont hébergés) une autorisation provisoire de séjour, puis une carte de séjour (avec la mention "a demandé l'asile"), ainsi qu'une carte de travail valable pour toutes les régions et tous les emplois (avec la mention "asile sollicité" et "main-d'œuvre étrangère")¹⁴. S'ils décident d'aller jusqu'au bout de la demande d'asile, ils obtiennent facilement le statut de réfugié de la part de l'Ofpra¹⁵. Ainsi, en janvier 1974, sur 130 dossiers parvenus à l'Ofpra, 84 cartes de réfugiés ont été attribuées et, dès avril 1974, sur 736 demandes, 686 cartes Ofpra ont été accordées et 50 sont en attente¹⁶. Les Chiliens sont les plus nombreux à demander le statut Ofpra. Ainsi, de 1975 à 1993, sur 94 95 demandes d'asile par des exilés chiliens en France, 9 142 ont été acceptées¹⁷.

L'hébergement des réfugiés politiques chiliens

La Cimade partage avec France-Terre d'asile la responsabilité de l'organisation matérielle et de la répartition financière de l'hébergement dans les centres provisoires d'hébergement. La Cimade a l'entière responsabilité de l'organisation et de la gestion financière des cours de français destinés aux réfugiés. Le gouvernement qui, au départ, n'avait rien prévu de spécial, a accepté d'assurer un hébergement de trois mois, reconductible une fois, avec une couverture sociale (avec accès aux crèches pour les plus petits et scolarisation dès la maternelle). L'hébergement comprend aussi l'ali-

¹². Courrier au ministère du Travail (BDIC, F delta 2149/1198). ¹³. Anne Gaillard, *Exils et retours. Itinéraires chiliens*, Paris, L'Harmattan/CIEMI, 1997.

¹⁴. Déc. 1973 (BDIC, F delta 2149/1197). ¹⁵. 9/1/1974 (BDIC, F delta 2149/1198). ¹⁶. De même, en février, puis le 17 avril 1974 (*ibid.*).

¹⁷. Olga Gonzales, "La présence latino-américaine en France", in *Hommes & Migrations*, n° 1270, novembre-décembre 2007, p. 10.

mentation et un petit subside pour couvrir les frais d'entretien du linge et des transports. La base administrative de cet accueil est fixée par la circulaire du 21 novembre 1973, adressée aux préfets, émanant de Marie-Madeleine Dienesch, secrétaire d'État auprès du ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale¹⁸. C'est le Fonds d'action sociale (FAS) qui attribue ces fonds, que la Cimade redistribue aux centres d'hébergement. Ces centres sont des plus divers : ce sont des foyers habitués à recevoir des étudiants ou des stagiaires, mais aussi des centres de vacances, parfois des centres ouverts spécialement pour la circonstance¹⁹. Ils sont d'abord ouverts en région parisienne, là où arrivent en avion les exilés. Les premiers sont liés à la Cimade et à des organismes protestants. Il s'agit, outre le siège de la rue de Grenelle, du centre d'accueil international récemment ouvert à Massy, du centre Rochedieu à Bièvres, de celui du Rocheton à Melun et à Paris, rue de Trévise, le centre de l'UCJG (Union chrétienne des jeunes gens). Mais il faut vite en ouvrir d'autres, dont FTDA assume la plus grande charge, les arrivées dépassant rapidement les prévisions. La plupart sont dans la région parisienne, surtout en banlieue, mais aussi dans d'autres régions (Orléans, Bordeaux, Nîmes, Lille, Strasbourg, Angoulême, Lyon)²⁰. Les versements du FAS tardent souvent et sont parfois insuffisants. La Cimade doit parfois faire appel à la solidarité des églises protestantes et du COE²¹. Le coût est de 50 francs par adulte (de 30,5 francs par enfant de plus de 4 ans). La Cimade est confrontée à d'autres difficultés de l'hébergement. En effet, certains centres ferment, il faut en trouver d'autres. Une autre préoccupation est due aux incompréhensions entre les directeurs de centres n'ayant pas l'habitude de l'accueil de réfugiés et ces derniers dont le mode de vie "latino" est en rupture avec les "habitudes françaises"²².

Cours de langue et formation

Les cours de français s'appuient sur la modeste expérience que la Cimade avait amorcée à son siège rue de Grenelle²³. Très vite, des cours sont étendus aux réfugiés hébergés dans les centres²⁴. Ces cours d'apprentissage (ou de perfectionnement) de français sont indispensables aux réfugiés. Car, si dans leur grande majorité, les exilés ont un niveau d'études secondaires, et souvent universitaires, ils ont plutôt appris l'anglais comme langue étrangère. Ainsi, dans un courrier du 4 novembre 1973, la Cimade repère, sur 300 réfugiés, 96 professeurs et étudiants, 48 dans les métiers de la presse, du livre, de l'art, 20 membres de professions médicales et 10 des professions juridiques, 49 employés divers, 12 ouvriers et pas un seul paysan. On retrouve plusieurs listes qui montrent qu'il ne s'agit pas d'une situation exceptionnelle²⁵. La Cimade obtient les premiers cours à partir de décembre 1973²⁶ et développe beaucoup d'énergie pour que le maximum de cours soit ouvert. Il s'agit de 180 heures de cours (qui peuvent aller jusqu'à 240 h), par groupes de 12 à 15 personnes, à raison de 15 à 16 h par semaine, selon la méthode du Centre de recherche et d'étude pour la diffusion du français (Credif), "Vive voix". C'est le FAS qui finance les salaires et le prix du matériel de ces cours audiovisuels. Au départ, il était prévu que ces cours n'iraient pas au-delà d'avril 1974, car on pensait que tous les réfugiés seraient arrivés au cours de novembre 1973, et que, de ce fait, les cours

La Cimade obtient les premiers cours à partir de décembre 1973 et développe beaucoup d'énergie pour que le maximum de cours soit ouvert.

18. 6/12/ 1973 (BDIC, F delta 2149/1197). 19. Liste détaillée, avec adresses et responsables des 18 centres ouverts en janvier 1974 – dont 14 en région parisienne –, recevant 685 réfugiés (BDIC, F delta 2149/1152). 20. De très nombreux courriers et recensements donnent des listes de centres et le nombre de personnes hébergées à l'époque du document. Ainsi F delta 2149/1198, pour le 28 février 1974, dresse une liste de 26 centres d'hébergement qui fonctionnent à cette date, dont 19 dans la région parisienne (tous ouverts en novembre et décembre 1973) et 6 ouverts en province (surtout en 1974). Voir aussi F delta 2141/1152, liste des centres qui fonctionnent en 1974, 1975 et 1976. La Cimade est toujours responsable de 4 centres (Massy, Bièvres, UCJG rue de Trévise et rue de Grenelle), le Secours catholique de 3 centres et FTDA d'une douzaine en banlieue parisienne et d'une dizaine en province. 21. F delta, 2149/1198 22. 7/3/ 1974 (BDIC, F delta 2149/1198). 23. 5 /12/1974 et 18 /1/1977 (BDIC, F delta 2149/1151). 24. BDIC F delta 2149, les deux cartons 1151 (années 1973-1974) et 1152 (années 1975-1980). 25. BDIC F delta 2149/ 1198. 26. BDIC F delta 2149/1197, courriers du 4/12/73 et F delta 2149/1198, nombreux courriers de 1974.

prévus pour six mois, s'arrêteraient au printemps 1974. Il a donc fallu que la Cimade argumente pour obtenir le prolongement de ces cours. À partir de 1978, la Cimade, outre la gestion matérielle de ces cours est chargée d'en assurer la coordination pédagogique. Cette tâche pesa très lourdement dans le travail de la Cimade, avec une lourde charge administrative et financière. Elle s'y accrocha toutefois, persuadée que c'était une des dimensions centrales de l'accueil.

Conclusion

Je voudrais surtout m'attacher ici sur l'asile et le statut de l'Ofpra. À propos de l'asile, plusieurs responsables ont été frappés par les réticences, et le refus d'un certain nombre de réfugiés (Chiliens et non-Chiliens) par rapport au statut de réfugié Ofpra²⁷, en dépit des avantages liés à ce statut (garantie de droit au séjour et de droit au travail). Ces responsables français ont d'autant plus été sensibles à ces réserves, qu'elles faisaient écho à d'autres réticences, dans les années 1960, celles de jeunes exilés politiques grecs et portugais²⁸. Certaines craintes des réfugiés du Chili, comme celle de "perdre leur identité nationale", ont pu être balayées par des explications. La première année d'accueil, sur 415 exilés qui viennent d'arriver, seuls 214 sollicitent le sta-

tut Ofpra, puis, "après avoir compris", la demande s'élargit²⁹. Ainsi, sollicitée, la responsable du HCR précise que les passeports d'origine des réfugiés pourront leur être rendus dès qu'ils abandonneront le statut et qu'il ne leur est pas définitivement interdit de retourner dans leur pays³⁰. Mais comment faire taire les craintes, exprimées déjà par les jeunes Grecs et Portugais, de "collusion", ou au moins de "relations", entre les instances policières françaises et celles des pays d'origine ? Ces craintes alimentaient le refus d'être "fiché" dans le pays d'origine après s'être "démasqué" comme réfugié, alors qu'on pouvait se "fondre" dans la masse des "touristes" ou des "étudiants", des "résidents temporaires" ou simplement dans l'ensemble des migrants³¹. L'accueil des réfugiés en provenance du Chili a été un tournant fondamental dans l'histoire de l'accueil des réfugiés en France. Nous pouvons aussi repérer la complexité des actions en faveur de l'accueil des réfugiés venant du Chili, dans leur articulation avec les actions gouvernementales. On est frappé de voir combien les actions des associations de solidarité associent toujours les interventions pour des cas individuels et le soutien à des actions collectives de niveau national. Enfin, les archives nous font suivre les questionnements individuels et collectifs, articulant questionnements humanitaires et politiques, au niveau des responsables comme des acteurs "sur le terrain". ■

²⁷. 29/10/ 1973 (BDIC, F delta 2149/1151). Bilan octobre 1973-octobre 1974 (F delta 2149/1156) et du 4/2/74. *Impressions et suggestions à propos du travail sur les réfugiés du Chili*, 4 février 1974 (F delta/1198). Et aussi, bilan du 18/1/ 1977 (F delta 2149/1151) et bilans des 13/11/ 1973, du 4/3/ 1974 et du 7/5/1974 (F delta 1152). ²⁸. Le 13 novembre 1973 (BDIC, F delta 2149/1198). ²⁹. Bilan d'octobre 1973 à octobre 1974 (BDIC, F delta 2149/1156).

³⁰. 11 avril 1975 (BDIC, F delta 2149/1156). ³¹. Possibilités restreintes depuis 1972 avec les circulaires des ministres Marcellin et Fontanet.